



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – AZ – n°2024 - 231

Arras, le **06 DEC. 2024**

COMMUNE DE LILLERS

SOCIÉTÉ TEREOS FRANCE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V et ses articles **R.181-45, R.181-46** ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCVC-EIM-CP/FT 98-3 du 6 janvier 1999 d'extension et de modification de la Sucrerie Distillerie des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCPPAT-BICUPE-SIC-FB 2019-112 du 10 mai 2019 portant sur les chaudières de l'établissement TEREOS France à Lillers ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu le porter à connaissance de demande de modifications de l'exploitant en date du 19 avril 2023, modifié le 9 octobre 2023 ;



Vu l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 2 avril 2024 ;

Vu les éléments transmis par le pétitionnaire à l'inspection par courriel en date du 10 avril 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 13 juin 2024 ;

Vu l'information des membres du CODERST le 4 juillet 2024 ;

Considérant que la demande formulée par l'exploitant ne constitue pas de modifications substantielles au sens de l'article **R.181-46** du Code de l'environnement ;

Considérant que le caractère non substantiel de la demande n'impose pas la consultation obligatoire du CODERST sur le présent projet d'arrêté, en application des dispositions du dernier alinéa de l'article **R. 181-45** du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le tableau des installations classées pour la protection de l'environnement de l'article **6.1** de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 10 mai 2019 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Régime (1)
4130-2a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. a) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	SB

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Régime (1)
4755-1	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i>	SB
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435. 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	A
2160-2a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ .	A
2170-1	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781. 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j.	A
2250-1	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole. 1. La capacité de production, exprimée en équivalent alcool pur étant supérieure à 1 300 hl/j.	A
2520	Fabrication de ciments, chaux, plâtres. La capacité de production étant supérieure à 5 t/j.	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	A
3310-2	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : 2) Production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 tonnes par jour.	A
3410-b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : b) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes.	A

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Régime (1)
3642-2	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.</p>	A
4331-1	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>1 - La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	A
4801-1	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t.</p>	A
2160-1-a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³.</p>	E
2921-a	<p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.</p>	E
1510-2c	<p>Entrepôts couverts (Installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classées, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.</p>	DC

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Régime (1)
1630-2	<p>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique.</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2- Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t.</p>	D
2515-2b	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW.</p>	D

(*) SB : installations relevant du régime d'autorisation d'exploiter dépassant les valeurs de Seuils Bas de la nomenclature ICPE

A : installations relevant du régime d'autorisation d'exploiter

D : installations soumises à déclaration

L'établissement est classé Seuil bas par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques 4130-2 et 4755-1.

ARTICLE 2 :

Le tableau détaillé des installations classées pour la protection de l'environnement de l'établissement TEREOS France à Lillers, figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 10 mai 2019, est remplacé par celui figurant en annexe 1 du présent arrêté (annexe non communicable mais pouvant être consultée selon des modalités adaptées et contrôlées).

ARTICLE 3 :

Les prescriptions de l'annexe 2 – Dispositions techniques pour la prévention des risques technologiques de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 10 mai 2019 sont complétées par celles figurant à l'annexe 2 du présent arrêté (annexe confidentielle, informations sensibles non communicables au public).

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59 014 Lille Cedex, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lillers pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

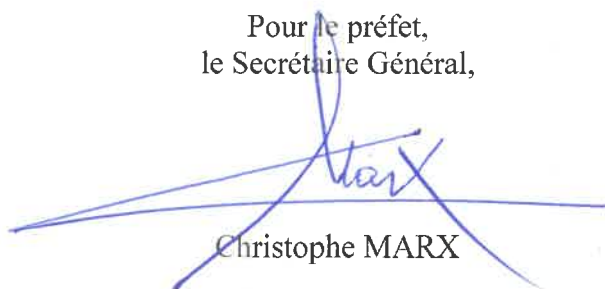
Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de BÉTHUNE, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TEREOS FRANCE dont une copie sera adressée à la Mairie de LILLERS.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société TEREOS FRANCE
- Sous-Préfecture de BÉTHUNE
- Mairie de LILLERS
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD de l'Artois)
- Dossier